

L'honorable Mazankowski nous disait aussi que l'accessibilité à ce programme-là ne serait réduite d'aucune façon par l'adoption de C-76. Il nous disait que, à la fin de mars 1993, à peu près trois milliards de prêts étaient toujours dus aux banques avec la garantie du gouvernement fédéral. Il ajoutait que plus de 700 millions de dollars seraient avancés aux étudiants dans l'année en cours. Sept cent millions de dollars, c'est de l'argent! Pour ce qui est des étudiants davantage dans le besoin, dans l'année 1992 seulement, 100 millions de plus avaient été ajoutés à ce programme.

Donc, il n'est pas tout à fait exact pour nos collègues d'en face de dire que le gouvernement, qui présente le projet de loi, en veut aux étudiants, qu'il veut pénaliser les étudiants ou qu'il veut les empêcher d'avoir accès à l'instruction. Et puis, le ministre nous disait que grâce aux politiques du gouvernement depuis 1984, les politiques de réforme incluant celles de la réforme fiscale avaient conduit à la réduction du taux préférentiel des banques. On sait qu'aujourd'hui, le taux préférentiel est aux alentours de 6 p. 100. C'est donc dire que les étudiants, grâce aux politiques du gouvernement actuel depuis 1984, n'auront pas à payer en 1993-1994, et au cours des deux ou trois prochaines années sur leurs prêts, des taux d'intérêt de 12, 15 ou 16 p. 100.

Quant à moi, je crois qu'il faut situer ce projet de loi et l'amendement du sénateur Perrault dans ce contexte. Le gouvernement a dû mettre de l'ordre et doit continuer à mettre de l'ordre dans ses affaires et toutes les catégories de contribuables doivent faire leur part.

Je ne m'attarderai pas à répéter tout ce que Mazankowski nous a dit. Ceux qui voudront vérifier le compte rendu de la séance du 24 mars du Comité des finances nationales verront que l'honorable Mazankowski nous a rappelé qu'à chaque année, depuis que le gouvernement actuel est au pouvoir, les sommes consacrées à l'éducation, que ce soit pour la formation ou tout autre programme favorisant les étudiants ou la formation des travailleurs, tous ces programmes-là ont vu leur budget augmenter.

Donc ce n'est pas tout à fait correct pour les gens d'en face de dire que le gouvernement actuel se fiche des travailleurs, des étudiants et qu'il se fiche de tout le monde au nom du contrôle du déficit.

J'aurai l'occasion d'en reparler. Si je ne termine pas mon exposé sur ce sujet à ce moment-ci, lorsque l'on reviendra en troisième lecture sur la motion principale je pourrai finir mon intervention. J'aimerais peut-être compléter toute mon intervention à ce moment-ci, mais si l'on m'en empêche, je devrai continuer une autre fois.

Aussi au cours de la séance du 24 mars 1993, je mettais en doute le chiffre de 10 millions avancé par le gouvernement et représentant pour 1993-1994, le coût pour les gradués, de la mesure visant l'élimination de la période de six mois dite «gratuite». Malheureusement, après avoir posé une question relative à ce sujet, le comité n'a pas eu de réponse satisfaisante à ce moment-là.

Mais hier je me laissais dire (et vous conviendrez que ça ne peut pas être autrement) par un haut fonctionnaire dans le jargon propre aux fonctionnaires, que si les prêts en 1993-1994 sont faits à l'automne de 1993, l'élimination du 6 mois ne pourrait signifier des revenus au gouvernement fédéral pour 1993-1994. Car nous savons que si les prêts sont faits à l'automne 1993, ces prêts ne deviendront pas dus avant les mois d'avril ou de juin 1994, période de l'année coïncidant avec la fin de l'année scolaire.

Donc ce montant de 10 millions de dollars était plutôt basé sur un projet de loi qui se devait d'être présenté et approuvé en 1992. Et lorsque le gouvernement dit qu'il épargnerait 10 millions de dollars cette année qui pourront être affectés au déficit, il est dans l'erreur, c'est zéro. Vous avez en votre possession, (les membres du comité l'ont reçu), un tableau qui dit que sur une période de cinq ans l'économie au gouvernement pourrait être de 95 millions. Je pense que ce chiffre d'économies potentielles est beaucoup plus près du 40 millions.

Laissons de côté ces chiffres pour le moment. Mais il est évident que l'élimination de la période de six mois contenue dans C-76 n'est pas une mesure législative pour réduire le déficit de cette année. Et si ce n'est pas une mesure pour réduire le déficit en 1993-1994, les étudiants au cours de la prochaine année ne seront pas pénalisés. Mais, tout de même, c'est un aveu assez remarquable pour un gouvernement de nous dire que depuis qu'il est au pouvoir, il n'a pas pu revoir le programme de prêts aux étudiants et qu'il se propose de le faire prochainement. J'ose croire qu'il y avait d'autres programmes à être révisés et qu'ils ont été révisés et que celui-là le sera en temps et lieu.

Donc, les étudiants ne seront pas pénalisés cette année à cause de l'élimination de la période de six mois. Ils ne seront pas pénalisés parce qu'il y aura encore plus de prêts qui seront faits. Lorsque ces prêts seront dus, ils le seront à 6 p. 100. Je souhaite que le programme soit révisé.

Comme d'autres l'ont mentionné, le gouvernement a pensé que cela pourrait être une première mesure visant à sensibiliser la population étudiante au fait que chaque citoyen doit faire sa part, et je crois sincèrement que les étudiants, lorsqu'ils prendront leur décision, placeront cette mesure-là dans le contexte général d'austérité nécessaire non seulement au niveau fédéral, mais à tous les niveaux de gouvernement.

Et les étudiants s'en rendent compte lorsqu'ils lisent, dans les journaux, ce que font les gouvernements provinciaux, NPD et autres, depuis deux ou trois ans se sont laissés aller et ont connu des augmentations de leurs dépenses de 12, 13 et 14 p. 100, comme c'est le cas de l'Ontario depuis deux ans et en Colombie-Britannique, plus récemment. Ce qui explique que l'Ontario nous annonçait hier et le *Ottawa Sun* en faisait état en manchette, que le gouvernement NPD proposait dorénavant de: «slash and tax». Ce gouvernement aurait peut-être dû y penser l'année passée et l'année précédente et écouter les meilleurs aviseurs et les économistes qui prédisaient justement une situation comme celle que l'on vit aujourd'hui.

On peut accuser le gouvernement d'aller «piecemeal».